
Financial statements of the
États financiers de l'
Canadian Agri-Food Policy Institute
Institut canadien des politiques
agroalimentaires

March 31, 2021
31 mars 2021

Independent Auditor's Report	1-3	Rapport de l'auditeur indépendant
Statement of revenue and expenses and changes in net assets	4	État des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net
Balance sheet	5	Bilan
Statement of cash flows	6	État des flux de trésorerie
Notes to the financial statements	7-15	Notes complémentaires
Supporting schedule	16	Annexe

Independent Auditor's Report

To the Directors of the
Canadian Agri-Food Policy Institute

Opinion

We have audited the financial statements of the Canadian Agri-Food Policy Institute (the "Institute"), which comprise the balance sheet as at March 31, 2021, and the statements of revenue and expenses and changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies (collectively referred to as the "financial statements").

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Institute as at March 31, 2021, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards ("Canadian GAAS"). Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Institute in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux directeurs de l'
Institut canadien des politiques agroalimentaires

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'« Institut »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2021, et les états des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Institute's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Institute or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Institute's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian GAAS will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian GAAS, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Institute's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Institute's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Institute to cease to continue as a going concern.
 - Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation.
 - Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte LLP

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants
June 3, 2021

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 3 juin 2021

**Canadian Agri-Food
Policy Institute**

**Statement of revenue and expenses
and changes in net assets**

Year ended March 31, 2021

**Institut canadien des
politiques agroalimentaires**

**État des revenus et des dépenses
et de l'évolution de l'actif net**

Exercice terminé le 31 mars 2021

	2021	2020	
	\$	\$	
Revenue			Revenus
Long-term contributions	1,342,292	1,236,456	Apports à long terme
Start-up contributions	—	70,927	Contributions initiales
Other contributions	19,375	215,717	Autres contributions
Interest income	999	3,467	Revenus d'intérêts
Amortization of deferred contributions – capital assets (Note 7)	5,514	3,881	Amortissement des apports reportés – immobilisations corporelles (note 7)
	1,368,180	1,530,448	
Expenses			Dépenses
Administration	276,588	229,091	Administration
Research activities	828,858	1,297,890	Activités de recherche
Institute activities	261,735	—	Activités de l'Institut
	1,367,181	1,526,981	
Excess of revenue over expenses	999	3,467	Excédent des revenus sur les dépenses
Net assets, beginning of year	298,855	295,388	Actif net au début
Net assets, end of year	299,854	298,855	Actif net à la fin

The accompanying notes and supporting schedule are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

	2021 \$	2020 \$	
Assets			Actif
Current assets			À court terme
Cash	354,599	294,816	Encaisse
Accounts receivable	39,951	87,458	Débiteurs
	394,550	382,274	
Capital assets (Note 3)	8,091	10,472	Immobilisations corporelles (note 3)
Long-term investments (Note 4)	2,913,617	4,182,546	Placements à long terme (note 4)
	3,316,258	4,575,292	
Liabilities			Passif
Current liabilities			À court terme
Accounts payable and accrued liabilities	94,696	83,419	Créditeurs et charges à payer
Long-term deferred contributions (Note 6)	2,913,617	4,182,546	Apports reportés à long terme (note 6)
Deferred contributions – capital assets (Note 7)	8,091	10,472	Apports reportés – immobilisations corporelles (note 7)
	3,016,404	4,276,437	
Commitments (Note 9)			Engagements (note 9)
Net assets			Actif net
Unrestricted	299,854	298,855	Non affecté
	3,316,258	4,575,292	

The accompanying notes and supporting schedule are an integral part of the financial statements.

On behalf of the Board




Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

Au nom du Conseil

	2021 \$	2020 \$	
Operating activities			Activités de fonctionnement
Excess of revenue over expenses	999	3,467	Excédent des revenus sur les dépenses
Amortization of deferred contributions – capital assets	(5,514)	(3,881)	Amortissement des apports reportés – immobilisations corporelles
Amortization of capital assets	5,514	3,881	Amortissement des immobilisations corporelles
Change in unrealized gains	35,027	25,725	Variation des gains non réalisés
	36,026	29,192	
Changes in non-cash operating working capital items			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement
Accounts receivable	47,507	21,176	Débiteurs
Prepaid expenses	–	12,676	Frais payés d'avance
Accounts payable and accrued liabilities	11,277	(61,079)	Créditeurs et charges à payer
Deferred contributions	–	(70,927)	Apports reportés
	94,810	(68,962)	
Investing activities			Activités d'investissement
Proceeds on disposal of investments	2,148,237	3,667,474	Produit de la disposition de placements
Purchases of investments	(914,335)	(2,579,699)	Achats de placements
Purchases of capital assets	(3,133)	(7,809)	Acquisitions d'immobilisations corporelles
	1,230,769	1,079,966	
Financing activities			Activités de financement
Deferred contributions – capital assets	3,133	7,809	Apports reportés – immobilisations corporelles
Long-term deferred contributions	(1,268,929)	(1,113,500)	Apports reportés à long terme
	(1,265,796)	(1,105,691)	
Net increase (decrease) in cash	59,783	(94,687)	Augmentation (diminution) nette de l'encaisse
Cash, beginning of year	294,816	389,503	Encaisse au début
Cash, end of year	354,599	294,816	Encaisse à la fin

The accompanying notes and supporting schedule are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

1. Nature of the organization

The Canadian Agri-Food Policy Institute (the "Institute"), incorporated on December 5, 2004, under Part II of the *Canada Corporations Act*, provides independent, unbiased and credible input to the Canadian agriculture and agri-food policy debate and policy forum. Its activities are governed by its constitution and by-laws. The Institute qualifies as a not-for-profit organization and is not subject to income taxes.

Effective September 2014, the Institute was granted a certificate of continuance under the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

2. Accounting policies

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and reflect the following significant accounting policies:

Basis of presentation

These financial statements present the assets, liabilities, net assets, revenues and expenses of the Institute. Not-for-profit controlled entities are not consolidated but their summarized financial information is disclosed in the Institute's financial statements.

Financial instruments

Financial assets and financial liabilities are initially recognized at fair value. The Institute subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost, except for cash and investments, which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of revenue and expenses and changes in net assets.

Fair value

The fair value of accounts receivable and accounts payable and accrued liabilities approximates their carrying value due to their short-term maturity. It is management's opinion that the Institute is not exposed to significant interest, currency or credit risks arising from these financial instruments.

1. Nature de l'organisme

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'« Institut »), constitué le 5 décembre 2004 en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, fournit des opinions impartiales et dignes de confiance aux débats d'orientation politique et aux forums sur les politiques en matière d'agriculture et d'agroalimentaire au Canada. Ses activités sont régies par ses statuts et règlements. L'Institut est considéré comme un organisme sans but lucratif et est, par conséquent, exonéré d'impôt sur le revenu.

En septembre 2014, l'Institut a reçu son certificat de prorogation selon la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

2. Méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Base de présentation

Ces états financiers comprennent les actifs, les passifs, l'actif net, les revenus et les dépenses de l'Institut. Les entités contrôlées sans but lucratif ne sont pas consolidées, mais leurs états financiers résumés sont divulgués dans les états financiers de l'Institut.

Instruments financiers

L'Institut évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement, sauf l'encaisse et les placements, qui sont mesurés à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net.

Juste valeur

La juste valeur des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche approximativement de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. La direction est d'avis que l'Institut n'est pas exposé à des risques de change ou de crédit significatifs découlant de ces instruments financiers.

2. Accounting policies (continued)

Revenue recognition

The Institute follows the deferral method of accounting for contributions.

Unrestricted contributions are recognized as current period revenue when received or receivable, if collection of the amount to be received can be reasonably assured.

Externally restricted contributions are recognized in the period in which the related expenses are incurred. Externally restricted amounts can only be used for the purposes designated by external parties.

Contributions restricted for capital assets are deferred and amortized to revenue on a straight-line basis at a rate corresponding to the amortization rate for the related capital assets.

Investment revenue

Interest revenue is recorded when it is earned. Interest on non-restricted investments is recorded as income in the period when earned. Interest earned on restricted investments is deferred and recognized as revenue in the statement of revenue and expenses and changes in net assets as the eligible expenses are incurred.

Capital assets

Capital assets are recorded at cost. Amortization is computed using the straight-line method over the estimated useful life of the assets, which is five years for equipment and three years for computer equipment.

2. Méthodes comptables (suite)

Constataion des revenus

L'Institut suit la méthode du report pour la comptabilisation des apports.

Les apports non affectés sont constatés comme revenus de l'exercice lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, si l'encaissement est raisonnablement assuré.

Les apports affectés d'origine externe sont constatés au cours de l'exercice où les charges afférentes sont engagées. Les montants affectés d'origine externe ne peuvent être utilisés qu'aux fins désignées par les parties externes.

Les apports restreints liés aux immobilisations corporelles sont reportés et amortis aux revenus sur une base linéaire à un taux correspondant au taux d'amortissement des immobilisations corporelles correspondantes.

Revenus de placement

Les revenus d'intérêts sont constatés dans la mesure où ils sont gagnés. Les revenus d'intérêts sur les placements non affectés sont constatés comme revenus de l'exercice où ils ont été gagnés. Les revenus d'intérêts sur les placements affectés sont reportés et constatés comme revenus à l'état des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net dans la mesure où les dépenses admissibles sont engagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, qui est de cinq ans pour le matériel et trois ans pour le matériel informatique.

2. Accounting policies (continued)

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. The main estimates used are the fair value of investments, the recoverable amount of accounts receivable, the amount of accrued liabilities and the estimated useful life of capital assets. Actual results could differ from these estimates.

Allocation of expenses

The Institute allocates its administrative expenses based on the proportion of activities undertaken by the Institute. Details of allocated expenses are included in the Schedule.

3. Capital assets

2. Méthodes comptables (suite)

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont la juste valeur des placements, le montant recouvrable des débiteurs, le montant des charges à payer et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

Ventilation des dépenses

L'Institut ventile ses dépenses d'administration selon l'ampleur des activités entreprises par l'Institut au cours de l'exercice. Le détail des dépenses ventilées est inclus en annexe.

3. Immobilisations corporelles

	Cost	Accumulated amortization	2021 Net book value	2020 Net book value	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette	
	\$	\$	\$	\$	
Equipment	5,116	4,178	938	1,961	Matériel
Computer equipment	31,691	24,538	7,153	8,511	Matériel informatique
	36,807	28,716	8,091	10,472	

4. Long-term investments

The investments consist of financial instruments which mature on various dates up to December 15, 2022.

	2021		2020		
	Fair value	Cost	Fair value	Cost	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	
	\$	\$	\$	\$	
Provincial governments (2.55% – 3.25%)	415,045	394,586	418,783	394,586	Gouvernements provinciaux (2,55 % – 3,25%)
Federal governments (0.75%)	—	—	250,879	241,249	Gouvernements fédéraux (0,75 %)
Corporate bonds (1.15% – 4.80%)	2,278,305	2,219,900	3,111,049	3,030,985	Obligations de sociétés (1,15 % – 4,80%)
Mutual funds	220,267	220,267	401,835	401,835	Fonds communs de placement
	2,913,617	2,834,753	4,182,546	4,068,655	

5. Deferred contributions

Deferred contributions represent externally restricted contributions for the funding of start-up costs and other contributions not yet recognized as revenue. Changes in the deferred contributions balance are as follows:

	2021	2020	
	\$	\$	
Balance, beginning of year	—	70,927	Solde au début
Amount recognized as revenue	—	70,927	Montant constaté à titre de revenus
Balance, end of year	—	—	Solde à la fin

6. Long-term deferred contributions

Long-term deferred contributions are related to the contribution from Agriculture and Agri-Food Canada to finance the Institute's current operations.

4. Placements à long terme

Les placements se composent d'instruments financiers venant à échéance à des dates s'échelonnant jusqu'au 15 décembre 2022.

5. Apports reportés

Les apports reportés représentent des apports affectés d'origine externe aux fins du financement des coûts de préfonctionnement ainsi que des apports qui ne sont pas encore constatés comme revenus. Les variations du solde de ces apports reportés sont les suivantes :

6. Apports reportés à long terme

Les apports reportés à long terme sont relatifs à une contribution gouvernementale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour financer les activités courantes de l'Institut.

**6. Long-term deferred contributions
(continued)**

The changes for the year in the long-term deferred contributions balance are as follows:

	2021	2021
	\$	\$
Balance, beginning of year	4,182,546	5,296,046
Investment income	111,523	156,490
Change in unrealized gains	(35,027)	(25,725)
Recognized contributions during the year	(1,342,292)	(1,236,456)
Transfer to deferred contributions – capital assets	(3,133)	(7,809)
Balance, end of year	2,913,617	4,182,546

6. Apports reportés à long terme (suite)

Les variations du solde des apports reportés à long terme au cours de l'exercice sont les suivantes :

	2021
	\$
Solde au début	5,296,046
Revenus de placement	156,490
Variation des gains non réalisés	(25,725)
Apports constatés au cours de l'exercice	(1,236,456)
Transfert aux apports reportés – immobilisations corporelles	(7,809)
Solde à la fin	4,182,546

	2021	2021
	\$	\$
Composed of:		
Unspent contributions	1,048,524	2,048,524
Accumulated unrealized gains	78,864	113,891
Accumulated investment income, before income spent during the year	2,131,654	2,264,396
Investment income spent	(342,292)	(236,456)
Transfer to deferred contributions – capital assets	(3,133)	(7,809)
Balance, end of year	2,913,617	4,182,546

	2021
	\$
Se composent de :	
Apports non utilisés	2,048,524
Gains non réalisés cumulés	113,891
Revenus de placement cumulés, avant revenus déboursés pendant l'exercice	2,264,396
Revenu de placement déboursés	(236,456)
Transfert aux apports reportés – immobilisations corporelles	(7,809)
Solde à la fin	4,182,546

7. Deferred contributions – capital assets

The changes for the year in the deferred contributions balance are as follows:

	2021	2021
	\$	\$
Balance, beginning of year	10,472	6,544
Transfer from long-term deferred contributions	3,133	7,809
Amounts amortized to revenue	(5,514)	(3,881)
Balance, end of year	8,091	10,472

7. Apports reportés – immobilisations corporelles

Les variations survenues dans le solde des apports reportés au cours de l'exercice sont les suivantes :

	2021
	\$
Solde au début	6,544
Transfert des apports reportés à long terme	7,809
Amortissements reconnus à titre de revenus	(3,881)
Solde à la fin	10,472

8. Financial instruments

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Institute subject to investment risks. Interest risk is the risk arising from fluctuations in interest rates and their degree of volatility. There is also the risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge an obligation when it is due. Market risk is the risk to the value of a financial instrument due to fluctuations in market prices, whether these fluctuations are caused by factors specific to the investment itself or to its issuer, or by factors pertinent to all investments on the market.

Concentration of risk

Concentration of risk exists when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political and other conditions. The Institute's investments are detailed in Note 4.

Credit risk

The risk relates to the potential that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The maximum credit exposure of the Institute is represented by the fair value of the long-term investments and accounts receivable as presented in the balance sheet.

9. Commitments

During fiscal year 2007, the Institute entered into a long-term financing agreement with the government of Canada, for which the Institute received an amount of 15 million dollars. As defined in the agreement, the total maximum financial support that may be drawn down for the eligible administrative costs and the eligible policy research costs of the Institute in any fiscal year shall not exceed or be greater than 1 million dollars of the original 15 million dollars paid to the Institute by the government plus any accumulated interest or income from the investment of the grant that may be available for drawdown at any time.

8. Instruments financiers

Risque lié aux placements

Le placement dans des instruments financiers expose l'Institut à des risques liés aux placements. Le risque de taux d'intérêt est le risque provenant des variations dans les taux d'intérêt et de leur degré de volatilité. Il y a aussi des risques qui proviennent du danger éventuel qu'une des parties engagées par rapport à un instrument financier ne puisse faire face à ses obligations. Le risque de marché est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des prix du marché, que ces variations soient causées par des facteurs propres au titre lui-même ou à son émetteur, ou par des facteurs communs à tous les titres négociés sur le marché.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles à des facteurs économiques, politiques ou autres similaires. Les placements de l'Institut sont décrits à la note 4.

Risque de crédit

C'est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à ses obligations et fasse subir une perte financière à l'autre partie. Le risque maximal de crédit de l'Institut correspond à la juste valeur des placements à long terme et des débiteurs inscrite au bilan.

9. Engagements

Au cours de l'exercice fiscal 2007, l'Institut a conclu une entente de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, selon laquelle l'Institut a reçu une somme de 15 millions de dollars. Tel qu'il est défini dans l'entente, le montant maximal d'aide financière pouvant être prélevé pour les coûts administratifs admissibles et les coûts admissibles de recherche en politique ne peut excéder ou être plus élevé qu'un million de dollars du montant initial de 15 millions de dollars payé à l'Institut par le gouvernement, ainsi que tout intérêt cumulé ou revenu de placement de la subvention qui peut être disponible à tout moment pour prélèvement, et ce, pour tout exercice donné.

9. Commitments

Other commitments

The Institute leases office space from Agriculture and Agri-Food Canada at an annual cost of \$47,628. The lease term expires October 31, 2024.

The Institute leases office equipment at an annual cost of \$924. The lease term expires October 31, 2025.

10. Capital management

The Institute's capital is composed of its deferred contributions, long-term deferred contributions, deferred contributions – capital assets and its unrestricted net assets.

During the year ended March 31, 2007, the Institute was granted a contribution from Agriculture and Agri-Food Canada totaling 15 million dollars to finance its current operations. The funding agreement requires that the Institute invest the capital in risk-free investments.

As such, the Institute implemented an investment policy to better manage the requirements from the funding agreement. Investments with a credit rating of "A" shall be limited to 20% of the assets of the investment portfolio, investments with a credit rating of "AA" shall be limited to 70%, and investments in securities that are not issued by the government shall be limited to 80%. The Institute is forbidden from investing more than 10% in one specific investment except for government bonds and mutual funds.

There have been no changes from the prior year on how the Institute manages its capital. As at March 31, 2020, the Institute was fulfilling all externally imposed requirements.

11. Related party transactions

Key management personnel are composed of the Institute's directors and executives. Honorariums paid to the Board during the year were \$73,624 (\$118,732 in 2020). Executive salaries and benefits paid during the year were \$439,657 (\$275,355 in 2020).

9. Engagements

Autres engagements

L'Institut loue des locaux à bureaux d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à un coût annuel de 47 628 \$. Le bail prend fin le 31 octobre 2024.

L'Institut loue des équipements de bureau à un coût annuel de 924 \$. Le bail prend fin le 31 octobre 2025.

10. Gestion du capital

Le capital de l'Institut est constitué de ses apports reportés, ses apports reportés à long terme, ses apports reportés – immobilisations corporelles et son actif net non affecté.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, l'Institut a reçu une contribution gouvernementale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada totalisant 15 millions de dollars, et ce, pour financer ses activités courantes. L'entente de financement exige de l'Institut qu'il investisse son capital dans des placements sans risque.

L'Institut s'est ainsi doté d'une politique de placement pour mieux gérer les exigences de l'entente conclue avec le ministère. Les placements de niveau « A » seront limités à 20 % des actifs du portefeuille de placements, les placements de niveau « AA » seront limités à 70 % et les placements en titres qui ne sont pas émis par le gouvernement seront limités à 80 %. L'Institut doit également limiter son investissement dans un titre spécifique puisqu'un placement ne peut représenter à lui seul plus de 10 % du portefeuille total, sauf s'il s'agit de bons du gouvernement du Canada ou de fonds communs de placement.

Il n'y a pas eu de changements par rapport à l'exercice précédent concernant la façon dont l'Institut gère son capital. Au 31 mars 2020, l'Institut respecte toutes les exigences externes.

11. Transactions entre apparentés

Le personnel de gestion clé comprend les directeurs et les cadres de l'Institut. Les honoraires payés au conseil au cours de l'exercice s'élevaient à 73 624 \$ (118 732 \$ en 2020). Les salaires et avantages sociaux des directeurs et cadres payés au cours de l'exercice s'élevaient à 439 657 \$ (275 355 \$ en 2020).

12. Canadian Agri-Food Foundation (the "Foundation")

The Institute controls the Foundation by virtue of Board representation.

The Foundation was incorporated under the laws of Canada without share capital as a private foundation on December 3, 2018 and began operations in fiscal 2019.

The Foundation applied to the Canada Revenue Agency for registered charity status and was granted charity status effective December 24, 2018.

The Foundation's financial statements are prepared in accordance with the *CPA Handbook – Accounting, Part III, Accounting Standards for Not-for-profit Organizations*.

A summary of the operations of the Foundation is as follows:

Statement of financial position as at December 31, 2020

	2020	2019	
	\$	\$	
Assets	30,270	5,240	Actif
Net assets	30,270	5,240	Actif net

Summary statement of revenue and expenses and changes in net assets for the year ended December 31, 2020

	2020	2019	
	\$	\$	
Revenue	25,630	131,375	Revenus
Expenses	600	126,135	Dépenses
Excess of revenue over expenses	25,030	5,240	Excédent des revenus sur les dépenses
Net assets, beginning of year	5,240	—	Actif net au début
Net assets, end of year	30,270	5,240	Actif net à la fin

12. Fondation de l'agro-alimentaire du Canada (la « Fondation »)

L'Institut contrôle la Fondation en vertu de leur représentation au conseil d'administration.

La Fondation a été constituée sans capital-actions en vertu des lois du Canada en tant que fondation privée le 3 décembre 2018 et a commencé ses activités en 2019.

La Fondation a obtenu auprès de l'Agence du revenu du Canada le statut d'organisme de bienfaisance enregistré le 24 décembre 2018.

Les états financiers de la Fondation sont préparés conformément à la Partie III du *Manuel de CPA – Comptabilité – Normes comptables pour les organismes sans but lucratif*.

Les activités de la Fondation se résument ainsi :

État de la situation financière au 31 décembre 2020

Résumé de l'état des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

**12. Canadian Agri-Food Foundation
(the "Foundation") (continued)**

*Summary statement of cash flows for the year
ended December 31, 2020*

	2021	2019	
	\$	\$	
Operating	25,030	5,240	Fonctionnement
Cash, beginning of year	5,240	—	Encaisse au début
Cash, end of year	30,270	5,240	Encaisse à la fin

During the year, the Foundation made a contribution of nil (\$126,118 in 2019) to the Institute.

In addition to related party transactions and balances disclosed above, audit and legal fees of the Foundation are paid directly by the Institute.

13. COVID-19

On March 11, 2020, the World Health Organization characterized the outbreak of a strain of the novel coronavirus ("COVID-19") as a pandemic, which has resulted in a series of public health and emergency measures that have been put in place to combat the spread of the virus. The duration and impact of COVID-19 are unknown at this time and it is not possible to reliably estimate the impact that the length and severity of these developments will have on the financial results and condition of the Institute in future periods.

During the year, the Institute received government assistance for wages totaling \$6,875 (nil in 2019), which has been recorded as other revenue in the statement of revenue and expenses and changes in net assets.

**12. Fondation de l'agro-alimentaire du
Canada (la « Fondation ») (suite)**

*Résumé de l'état des flux de trésorerie pour
l'exercice terminé le 31 décembre 2020*

	2021	2019	
	\$	\$	
Fonctionnement	25,030	5,240	Fonctionnement
Encaisse au début	5,240	—	Encaisse au début
Encaisse à la fin	30,270	5,240	Encaisse à la fin

Au cours de l'exercice, la Fondation a apporté une contribution à l'Institut de valeur nulle (126 118 \$ en 2019).

En plus des opérations entre apparentés et des soldes divulgués plus haut, les frais juridiques et d'audit de la Fondation sont payés par l'Institut.

13. COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 (maladie à coronavirus 2019) pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. La durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues et il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers et la situation de l'Institut aux périodes futures.

Au cours de l'exercice, l'Institut a reçu une aide gouvernementale pour les salaires totalisant 6875 \$ (nul en 2019), qui a été comptabilisée comme autres revenus dans l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net.

Allocations	2021			2020	Ventilation	
	Administration \$	Research activities Activités de recherche \$	Institute activities Activités de l'Institut \$	Total \$		Total \$
Revenue					Revenus	
Grant contributions	264,199	735,801	—	1,000,000	1,000,000	Apports de subvention
Income contributions	—	80,557	261,735	342,292	236,456	Revenus des apports
Initial contributions	—	—	—	—	70,927	Apports initiaux
Other contributions	6,875	12,500	—	19,375	215,717	Autres contributions
Interest income	—	—	999	999	3,467	Revenu d'intérêts
Amortization of deferred contributions	5,514	—	—	5,514	3,881	Amortissement des apports reportés
	276,588	828,858	262,734	1,368,180	1,530,448	
Expenses						Dépenses
Office and Board operations	60,505	123,658	—	184,163	239,860	Frais de bureau et du conseil
Research and professional services	74,043	256,190	—	330,233	461,952	Services professionnels et de recherche
Salaries and benefits	136,526	449,010	261,735	847,271	617,472	Salaires et avantages sociaux
Travel and meetings	—	—	—	—	203,816	Déplacements et rencontres
Amortization of capital assets	5,514	—	—	5,514	3,881	Amortissement des immobilisations corporelles
	276,588	828,858	261,735	1,367,181	1,526,981	
Excess of revenue over expenses	—	—	999	999	3,467	Excédent des revenus sur les dépenses